

[Texte]

There is also the opinion of the Federation of Students on the training provided. Total federal funds going to private enterprise individuals and associations for education and training rose from \$1 billion in 1984-85 to \$1.9 billion in 1986-87, largely at the expense of education and training in public institutions. So while we are paying students to stay in school, we are taking money away from the schools to educate them. The federation, other organizations and the parliamentary Standing Committee on Labour, Employment and Immigration concluded in 1988 that this shift of training funds to private sector employers results in a poorer product.

In other words—and I know this from my own riding—funds were cut from George Brown College, with an established record of quality education, and given to various fly-by-night private outfits without track record in education or training. According to those sources the result has been poorer quality. So it is not clear that the minister has any very serious plan.

• 1145

I would be interested to know more about the apprenticeship programs. For many years people have asked for a better apprenticeship program, in which the educational authorities such as the school boards and the local labour councils, as well as the employers, would participate in the direction, and in which students would be moved around as interns in various shops to get a general knowledge of a trade or industry rather than just be trained for one specific job for one employer. That way, they would be locked in there and sunk if that shop happened to lay off or close.

I would be interested to know what the minister is referring to on pages 28 and 29 where it says:

It will help young unemployed people by directing them to the services or programs they need early in their unemployment. It will also seek to improve apprenticeship in Canada, to establish new apprenticeship programs for growing occupations where traditional apprenticeships are not available.

Finally, the minister has said in response to Mr. Allmand that providing more money for the stay-in-school program, without cutting the SEED program for post-secondary students, would mean increasing the budget and the deficit. He has not considered an alternative that certainly interests many members of the public. CSIS has had its budget increased by 21%, \$33 million. That would do quite a bit of the elementary or high school teaching the minister says is needed. The military has had its budget increased by \$665 million, 5.8%. Both of them are far over the average.

[Traduction]

Il faut également tenir compte de l'opinion de la Fédération des étudiants quant à la formation assurée. Le total des fonds d'origine fédérale accordés à des entreprises, des associations ou des enseignants privés au titre de l'enseignement et de la formation est passé de un milliard de dollars en 1984-1985 à 1,9 milliard de dollars en 1986-1987, principalement aux dépens de l'enseignement et de la formation dispensés dans des établissements publics. Ainsi, pendant que l'on paye les élèves pour qu'ils poursuivent leurs études, on prive les écoles de l'argent dont elles ont besoin pour assurer leur éducation. Comme la Fédération des étudiants et divers autres organismes, le Comité parlementaire permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration en est venu en 1988 à la conclusion que cette réorientation des fonds de la formation vers les employeurs du secteur privé nuisait à la qualité du produit.

Je vois bien ce qui se passe dans ma circonscription: on restreint les fonds accordés au collège George Brown, qui a la réputation de dispenser un enseignement de grande qualité, au profit de sociétés privées plus ou moins louches, qui n'ont jamais fait leurs preuves dans le domaine de l'enseignement ou de la formation. D'après ces sources, la qualité de la formation a diminué. Je me demande donc si le ministre a un plan véritablement sérieux.

J'aimerais en savoir davantage sur les programmes d'apprentissage. Pendant des années, on a réclamé un meilleur programme d'apprentissage, qui serait dirigé avec la participation des autorités de l'enseignement, comme les conseils scolaires et les conseils locaux de la main-d'oeuvre, ainsi que des employeurs, et grâce auxquels les étudiants pourraient passer par divers ateliers pour obtenir une connaissance générale d'un métier ou d'un secteur industriel, plutôt que d'être formés en fonction d'un emploi et d'un employeur particulier, ce qui les condamne en cas de fermeture d'entreprise.

J'aimerais savoir à quoi le ministre fait référence lorsqu'il dit, aux pages 28 et 29:

Les jeunes chômeurs pourront ainsi être orientés vers les services ou les programmes dont ils ont besoin dès le début de leur période de chômage. La stratégie vise également à améliorer la qualité de l'apprentissage au Canada et à créer des programmes axés sur des métiers où la demande ne cesse de croître et pour lesquels il n'existe pas de programmes d'apprentissage.

Finalement, le ministre a répondu à M. Allmand que pour augmenter le financement du programme d'incitation à la poursuite des études sans réduire celui du programme EÉET, il aurait fallu aggraver le déficit. Le ministre n'a sans doute pas considéré une autre solution qui intéresse certainement un grand nombre de Canadiens. Le budget du SCRS a augmenté de 21 p. 100 pour atteindre 33 millions de dollars. Voilà qui aurait permis de financer une bonne partie de l'enseignement primaire ou secondaire dont le ministre affirme qu'on a tant besoin. Le budget des forces armées a augmenté de 5,8 p. 100 pour atteindre 665 millions de dollars. Ces deux postes sont bien au-dessus de la moyenne.